

Les illusions du mirage espagnol

Article rédigé par *Roland Hureaux*, le 25 août 2006

Rien de plus affligeant pour ceux qui aiment la véritable Espagne que l'image artificielle qu'on s'en fait trop souvent de ce côté ci des Pyrénées. Il y avait jadis l'Espagne des toreros et du fandango, de Carmen et des pénitents de Séville, terre implacable de la foi la plus ardente et des guerres sans merci.

Il y a aujourd'hui l'Espagne de Zapatero, qui a fait récemment la une du *Nouvel Observateur*, grand hebdomadaire de gauche, mais est aussi célébrée par les organes de presse de tout bord, même *The Economist*, comme le pays à la mode : une social-démocratie ouverte et respectueuse de l'économie libérale, une croissance économique exemplaire, une décentralisation radicale, l'adoption sans réserves de l'euro, le oui à la Constitution européenne (quoique avec 60 % d'abstentions), le mariage des homosexuels et leur possibilité d'adoption, les régularisations massives d'immigrés et, fait déjà plus ancien dont les Espagnols sont en train de revenir, le cannabis en vente libre.

Bref : le pays catholique et traditionnel par excellence est devenu en quelques années, sous les applaudissements des médias internationaux, le pays le plus branché, l'eldorado du politically correct. Une nation audacieuse à faire honte aux Français, toujours jacobins rétrogrades, xénophobes sournois, encore rétifs au mariage dit "gay", refusant hargneusement l'intégration européenne et, c'est bien fait pour eux, à l'économie stagnante !

Il est vrai que la réussite, bien réelle, de Madrid devenue – ou redevenue après des siècles de léthargie – une grande métropole internationale ouverte au monde, contribue à nourrir ces illusions. Cette réussite contraste avec le provincialisme où s'enfoncent les autres grandes villes de la péninsule, à commencer par Barcelone, plus soucieuses de cultiver leur particularisme ethnique que de s'ouvrir au monde.

De cette nouvelle Espagne, Pedro Almodovar, metteur en scène talentueux et homosexuel affiché, et Pénélope Cruz, symbole de la nouvelle Espagnole pleinement libérée (bien qu'au "au bord de la crise de nerfs"...), de pair avec le nouveau président du gouvernement socialiste, à l'allure juvénile et décontractée, sont les symboles emblématiques largement reproduits par les couvertures des magazines.

Le panache de la transgression

Hélas, la véritable Espagne est loin de ces clichés où se complaisent les ayatollahs de la pensée unique internationale.

Sa prospérité est fragile : liée à la bulle immobilière et à une explosion des crédits aux particuliers, elle réserve, dès que la bulle percera, des lendemains qui déchantent ; le respect apparent du pacte de stabilité européen repose sur des statistiques encore plus douteuses que les nôtres (même s'il est vrai que les prélèvements obligatoires sont beaucoup moins lourds en Espagne qu'en France), le rapport entre le centre et la périphérie est loin d'être stabilisé.

Surtout, donnée majeure, la situation démographique du pays est catastrophique. Le taux de fécondité est à 1,2 (rappelons que ce taux est de 2,1 aux États-Unis, 1,9 en France, 1,7 au Royaume-Uni). L'Espagne est en train de déperir à grande vitesse ou plutôt elle "brûle la vie par les deux bouts" comme on dit ; elle est comme un immeuble en flammes : tandis qu'il se consume, les gogos admirent l'éclat de la flamme et croient qu'il embellit. Cette situation est grave sur le plan biologique: les générations espagnoles ne se remplaçant qu'à moitié, le pays est vouée à la disparition à l'échéance d'un siècle ; elle l'est aussi sur un plan plus général : l'indice de fécondité est comme la synthèse du moral d'un peuple ; l'effondrement de la natalité — que l'on retrouve dans toute l'Europe méditerranéenne et de l'Est, mais sans que l'on chante autant de louanges des pays en cause — reflète de graves déséquilibres. L'imprudente liquidation de la politique familiale (assimilée de manière historiquement erronée au franquisme) n'explique pas tout, la crise de la famille (si bien illustrée par Carlos Saura) non plus : c'est toute une société qui, ayant perdu ses repères, prise de vertige, se laisse aspirer par le néant.

Gageons qu'en fait, c'est bien pour cela que l'Espagne est si populaire dans certains milieux dont le goût de la modernité n'est que le vernis du nihilisme : parce que d'une manière plus radicale que le reste de l'Europe,

ce pays, où la déchristianisation est presque aussi avancée que chez nous, liquide dans la fiesta l'héritage judéo-chrétien que, plus audacieusement que d'autres poursuit sa course à l'abîme. Derrière les feux de la rampe du "miracle espagnol", l'instinct de mort. On aime l'Espagne qui apostasie et transgresse mais aussi, sans le dire, l'Espagne qui se suicide avec panache.

Crise politique

Par derrière la crise de la société, se profile celle du système politique espagnol. Le pays avait forcé l'admiration du monde par la sagesse avec laquelle il avait su gérer l'après-franquisme : trois hommes y avaient plus que d'autres contribué : le roi Juan Carlos qui, même si son étoile commence à pâlir, a longtemps impressionné par son charisme et sa prudence ; Adolfo Suarez, premier chef de gouvernement de l'Espagne démocratique (1976-1980), castillan jeune et grave, conscient de la difficulté de sa mission et menant la barque avec discernement : l'un et l'autre vinrent à bout avec courage de la tentative de coup d'État anachronique de 1980 ; Felipe Gonzalez (1980-1996), représentant de la gauche dans ce qu'elle a de plus respectable : fils d'ouvrier agricole andalou arrivé au sommet, fier des valeurs populaires qu'il incarne mais en même temps prudent social-démocrate ayant le sens de l'Etat.

La transition fut fondée sur un triple équilibre que chacun, de quelque bord qu'il soit, s'attacha à préserver : entre le pouvoir central et les autonomies ;

entre la tradition (représentée d'abord par l'Église catholique) et la modernité, inspiratrice d'une laïcité tempérée ;

entre la mémoire franquiste et la mémoire républicaine, chacun convenant que l'Espagne nouvelle ne pouvait se fonder sur l'exclusion d'aucune. Avec le néo-conservateur José Maria Aznar (1995-2004), vint le temps de la droite américaine et ultralibérale (l'intéressé n'est pas pour rien l'inspirateur de Nicolas Sarkozy !). Si l'Espagne de toujours y perdait ses couleurs, les équilibres de la transition n'étaient pas remis en cause.

Le bilan du socialiste José Luis Zapatero n'est pas nul : avoir obtenu que l'ETA dépose les armes est une réussite considérable. Mais à quel prix ?

Avec l'actuel premier ministre, on assiste, pour la première fois depuis 1975, à la remise en cause radicale du triple équilibre de la transition : les concessions qui sont faites à la Généralité de Catalogne et celles qui vont l'être au gouvernement basque vont si loin dans la décentralisation que l'on peut se demander combien de temps l'unité espagnole y survivra : après la Catalogne et le Pays basque, viendront sans doute le tour de la Galice et de l'Andalousie et puis après ? Le fédéralisme espagnol, comme le fédéralisme belge, qui son acclamés en Europe, vont aujourd'hui plus loin que l'allemand ou l'américain : il n'est pas encore prouvé qu'ils soient une molécule stable, autre chose qu'une phase de transition avant la rupture du pacte national ;

l'adoption du mariage homosexuel en juillet 2005, malgré le défilé d'un million de manifestants à Madrid, a mis l'Eglise et l'opinion catholique en position de rupture ;

enfin le nouveau pouvoir s'attaque sur tout le territoire aux signes de la mémoire franquiste (noms de rues, d'institutions, statues) : au compromis entre les deux Espagne, n'est pas loin de substituer la revanche de l'Espagne républicaine, tenue pour celle de la lumière sur l'ombre. On peut craindre qu'à terme, ces ruptures soient porteuses de nouveaux drames.

Zapatero, la démesure petite-bourgeoise

En contraste avec le sérieux plébéien de Felipe Gonzalez, Zapatero représente sans doute ce que les communistes détestaient le plus dans une certaine social-démocratie : la légèreté petite-bourgeoise, l'insouciance du fils de famille qui brade allègrement l'héritage reçu.

Est-il nécessaire de dire que dans un tel contexte, la monarchie, mal enracinée, risque de d'apparaître assez vite comme un symbole suranné et en porte-à-faux ?

Si la France est le pays de la mesure (bien qu'elle ne l'ait pas toujours été !), l'Espagne est, c'est bien connu, celui de l'exagération : elle a exagéré jadis la chevalerie, le catholicisme tridentin ; puis l'anarchisme et le

communisme ; notre Front populaire ne fut que l'ombre policée du Frente popular.

Depuis dix ans, elle se lance à fond dans le "libéral libertaire" au point que les Français ont l'impression de n'être que des "coincés". Les Françaises ont fumé avant les Espagnoles mais jamais dans la rue comme ces dernières. Les Français ont mis les premiers le holà aux excès de l'Europe ; ils conservent jalousement une politique familiale et ne sont pas encore prêts d'adopter le mariage homosexuel (plus de 20.000 maires ont fait savoir qu'ils ne les célébreraient pas), ils ne régularisent les immigrés que honteusement .

Sur tous ces sujets, l'Espagne semble, elle, aller "jusqu'au bout" sans complexes ; c'est pourquoi à chaque phase, y voyant la projection grossie de ce qu'ils voudraient être, certains Français admirent l'exagération espagnole : au XVIe siècle, les ligueurs admiraient l'Espagne de Philippe II, au XXe siècle la gauche française admirait le courage de la République espagnole (sans se décider pour autant à l'aider, en dehors des volontaires des brigades internationales) ; aujourd'hui les libéraux libertaires admirent dans l'Espagne un pays apparemment plus "libéré" qu'eux.

Jusqu'à quand durera le mirage ? Déjà, la Constitution européenne a marqué un divorce – plus apparent que réel – de sensibilités ; la théorie des "chocs asymétriques" fait craindre qu'au premier orage d'une certaine ampleur, l'Espagne, avant même la France, ne soit conduite à s'interroger sur la pertinence de son adhésion à la zone euro qui oblige son économie à monter les cols avec le même braquet que l'économie allemande .

Après l'euphorie factice d'aujourd'hui, il n'est pas exclu que quelque choc salutaire vienne sauver l'Espagne de sa marche flamboyante au néant.

Pour en savoir plus :

Gérard Leclerc, Espagne et déchristianisation : la méthode Benoît XVI, Décryptage, 12 juillet 2006

D'accord, pas d'accord ? Envoyez votre avis à Décryptage